

L'Europe
vue du Canada

diens ont des rapports que leur pays entretient avec l'Europe sans que, pour cela, ces relations sous-entendent un attachement sentimental au "vieux continent".

Presque tous les Canadiens ayant répondu à l'enquête estimant qu'il existe une communauté d'intérêts entre pays occidentaux, il n'est pas étonnant qu'une large majorité d'entre eux déclarent que la participation du Canada à l'Otan assure au pays le meilleur type de défense possible. Dans

concerne la défense du Canada va de pair chez les moins scolarisés avec l'idée que l'aide canadienne à l'Europe en cas de guerre est nécessaire, tandis qu'ils critiquent les dépenses imposées par le maintien des troupes canadiennes en Europe. Les plus instruits, au contraire, se montrent circonspects face au type de défense issu du pacte atlantique et mettent, en conséquence, des conditions à l'aide canadienne en Europe, mais ils acceptent beaucoup mieux les dépenses que réclame la participation canadienne à la défense du monde occidental.

La C.E.E. Le niveau des connaissances sur la Communauté économique européenne est faible. Un Canadien sur cinq peut citer la plupart des pays membres du Marché commun et désigner les objectifs de la Communau-

quent en premier lieu la dimension économique de l'union européenne et minimisent son aspect politique. Ce que les Etats européens appartenant à la Communauté cherchent avant tout, disent-ils, c'est à assurer leur croissance économique, ou encore à se tailler une place de premier plan dans le commerce mondial. Ils estiment d'ailleurs que cette réalité qu'ils perçoivent correspond à ce que le Marché commun doit être.

Dans leur grande masse, les Canadiens ont de la sympathie pour la Communauté européenne et espèrent beaucoup d'un rapprochement avec elle. Près des deux tiers déclarent que, si on devait leur annoncer la dissolution du Marché commun, ils le déploieraient. De plus, 83 p. 100 des répondants portent un jugement positif sur la Communauté (bien que se manifeste une minorité assez significative de jugements négatifs lorsqu'il s'agit de la présence de la Grande-Bretagne au sein de l'institution).

La politique actuelle de rapprochement du Canada envers le Marché commun trouve une large approbation dans l'opinion canadienne (86 p. 100). Très peu de personnes interrogées estiment que le Canada a eu tort de diversifier ses relations depuis 1970 et qu'il aurait dû concentrer ses efforts sur les Etats-Unis. Les Canadiens jugent que le resserrement des liens entre la Communauté et le Canada sera profitable aux deux parties, et d'abord au Canada. On estime, par exemple, que la Communauté sera un excellent marché pour les produits canadiens, ou bien qu'elle fournira de meilleures conditions aux investisseurs canadiens.

Sentiments et réalisme. Quelles conclusions tirer de cette enquête? D'abord, une certaine indifférence diffuse de la population canadienne à l'égard des questions internationales, qui se traduit dans le faible niveau de connaissance des Canadiens en ce qui concerne la Communauté européenne. Cette indifférence révèle bien quelques résidus d'isolationnisme, qui sont cependant contrebalancés par le désir très net d'ouverture vers diverses régions du monde. Près des trois quarts des Canadiens souhaitent l'extension des contacts avec l'Extrême-Orient (Japon, Chine), avec les pays socialistes, dont l'Union soviétique, avec l'Amérique latine. Plus de la moitié

Jugements canadiens sur le Marché commun

Avantages	oui %	non %
● le Marché commun sera un excellent marché pour les produits canadiens	87	13
● le Marché commun fournira de meilleures conditions aux investissements canadiens en Europe	80	20
● il y aura afflux de capitaux européens au Canada	63	37
Inconvénients		
● le Marché commun fera sur le marché canadien une concurrence très forte aux produits nationaux	55	45
● le Marché commun s'intéresse aux matières premières et aux ressources énergétiques du Canada et non à ses produits industriels	51	49

une large proportion (87 p. 100), les Canadiens pensent que la participation du Canada à l'Otan renforce ses liens d'amitié avec les pays d'Europe occidentale et accroît son influence dans ces pays; ils considèrent aussi, pour beaucoup (66 p. 100), que le Canada devrait aider l'Europe de l'ouest à se défendre en cas d'agression. Cette volonté d'aide à l'Europe, si elle était attaquée, ne varie pas de façon sensible selon les provinces – mises à part les provinces maritimes, plus en faveur que les autres d'une intervention canadienne aux côtés des Européens – ni même selon les groupes linguistiques ou ethniques. Mais les opinions relatives à la participation canadienne à l'Otan varient en fonction du niveau d'études des personnes interrogées. On constate une opposition marquée entre les deux extrêmes (moins de sept ans de scolarité; plus de seize ans): la confiance en l'efficacité de l'Otan en ce qui

té (2). Un Canadien sur cinq ne sait pas que Bruxelles n'est pas seulement la capitale de la Belgique, mais aussi le siège principal de l'institution européenne. Moins d'un tiers des Canadiens savent que le Marché commun est le deuxième partenaire commercial du Canada, après les Etats-Unis et devant le Japon. Enfin, il existe au Canada une méconnaissance quasi générale de l'importance des importations en provenance des pays de la Communauté européenne. Les Canadiens estiment spontanément, et à tort, que les Etats-Unis sont, beaucoup plus que les pays de la Communauté, de grands exportateurs.

Quand on leur demande de porter un jugement global sur l'objectif essentiel des Etats européens groupés dans le Marché commun, les Canadiens indi-

2. L'enquête a été effectuée moins de trois ans après l'entrée de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande dans la Communauté.